JUGEMENT N°044 du
14/02/2024

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

Injonction de payer

AFFAIRE :

SOCIETE MANAL SARLU

(SCPA IMS)
C/

**Mr Hassan Khatari
Youssouf**

(SCPA LBTI)

DECISION :

SPC, en matière commerciale, en
premier ressort :

- Constate l'échec de la tentative de conciliation des parties ;
- Rejette la demande sursis à statuer et les fins de non-recevoir tirées de la chose jugée ;
- Reçoit la société MANAL SARLU en son opposition régulière en la forme;
- Rejette l'exception de nullité de l'exploit de signification et la demande sursis à statuer ;
- Déclare l'action en recouvrement de Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN fondée ;
- Condamne la société MANAL SARLU à lui payer la somme de 56.502.944 F CFA en principal, droits et frais;
- La condamne également à lui payer la somme de dix millions (10.000.000) F CFA à titre de frais irrépétibles et dommages - intérêts ;
- La condamne enfin aux

Le Tribunal de Commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du **vingt-trois janvier deux mille vingt-quatre**, tenue au palais dudit Tribunal par **Madame MANI TORO Fati, Présidente**, en présence de **Messieurs Gérard Antoine Bernard Delanne et Mme Diori Maimouna Malle**, tous deux **Juges consulaires avec voix délibératives**, avec l'assistance de **Maitre Souley Abdou, greffier**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE :

La SOCIETE MANAL SARLU, société de droit nigérien à responsabilité limitée, immatriculée au RCCM sous NE-NIA-2014-B-3684 en date du 30 décembre 2014 et dont le siège social est à Niamey, Avenue des Indépendances, Nouveau Marché, B.P : 12.871, prise en la personne de son gérant, domicilié en cette qualité audit siège, assisté de la SCPA IMS, avocats associés à la Cour, ayant son siège social à Niamey, Rue KK 37, Porte 128, Tél : 20.37.07.03 ;

D'une part

ET

Monsieur Hassan Khatari Youssouf, promoteur de l'entreprise IHSAN/BTP/H/COMMERCE GENERAL/TRANSPORT, tél 92 33 33 30 ayant son siège social à Niamey au quartier Foulan Koira, immatriculé au RCCM NI-NIA-2016/A/1112 du 12/04/2016 assisté de la SCPA LBTI, avocats associés, 86 Avenue du Diamangou, rue PL 34, BP : 343 Niamey au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites en ses bureaux ;

D'autre part

dépens.

EXPOSE DU LITIGE

Par ordonnance n°089 rendue le 05/09/2023, au pied de la requête présentée par Monsieur Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN/BTP/H/COMMERCE GENERAL/TRANSPORT, le Président du Tribunal de Commerce a fait injonction à la MANAL BTP/H SARL immatriculée au RCCM n° 2014-B-«3684 du 30 décembre 2014 de payer le montant total de 56.502.944 F CFA décomposé comme suit :

- Principal.....50 471 800 F CFA ;
- Droit de recouvrement.....5.047.180 F CFA ;
- TVA 958.964 F CFA ;
- Signification20.000 F CFA ;
- Frais de greffe..... 5.000 F CFA ;

Cette décision a été signifiée à la société MANAL BTP/H, le 07 Septembre 2023 ; par acte du 18 Septembre 2023, celle-ci a formé opposition en faisant assigner Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN devant ce tribunal à l'effet de déclarer recevable l'opposition, au principal et en la forme déclarer nul l'exploit de signification de l'ordonnance aux fins d'injonction de payer du 05 septembre 2023 entre Mr Hassan Khatari Youssouf et la société MANAL BTP SARL pour absence de tout lien juridique entre eux, au subsidiaire, ordonner le sursis à statuer jusqu'à intervention d'une décision définitive de la procédure pendante devant la cour d'appel et très subsidiairement rétracter ladite ordonnance pour absence de relation contractuelle entre eux ;

A l'appui de ce recours, la société MANAL soutient que l'ordonnance d'injonction de payer a été rendue au profit de Mr Hassan Khatari Youssouf qui n'est pas parti à la convention du 04/10/2019 objet de la demande de paiement en violation de l'article 8 de l'AUPRSVE ;

De plus, la signification a été faite à la société MANAL BTP/SARL alors que la société MANAL ET FRERES à qui l'exploit a été signifié est une société à responsabilité limitée unipersonnelle ; en conséquence, l'exploit de signification est nul pour avoir été signifié par

une personne qui n'est pas créancière à une personne qui n'est pas débitrice ;

Elle sollicite d'ordonner le sursis à statuer afin d'éviter une contrariété de décisions car la procédure relative à l'ordonnance N°024 leur enjoignant le paiement de la somme en cause est encore pendante à la cour d'appel devant la chambre commerciale spécialisée lorsqu'une autre ordonnance N°089 du 05/09/2023 lui fit signifiée ;

Elle demande la rétractation de l'ordonnance en cause pour avoir été rendue en faveur d'une tierce personne à la convention du 04/10/2019 entre la société MANAL SARLU et l'entreprise IHSAN ;

Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN par l'organe de son conseil sollicite de déclarer irrecevable l'opposition dirigée contre l'ordonnance n°024 du 05 avril 2022 et condamner la société MANAL aux dépens; subsidiairement au fond débouter la société MANAL de ses demandes et la condamner à titre reconventionnel à lui payer la somme de 20 million à titre de dommages et intérêts pour procédure abusive et vexatoire et frais irrépétibles

Il expliquait que par convention en date du 04/10/2019 Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN s'engageait à fournir à la société MANAL BTP/H 2000 m3 de gravier sur son site de stockage à AGADEM dans un délai d'un mois à raison de 90 000 FCFA par mètre cube pour une somme totale de 187 201 100 FCFA ; ayant honoré sa part du contrat, des versements partiels lui furent alors effectués par la société MANAL à hauteur de 127 729 300 FCFA avant de suspendre les paiements sans motif ;

Par sommation en date du 16/02/2022, la société MANAL BTP/H a reconnu le reliquat de la créance qui s'élève à 59 471 800 FCFA avant de prendre l'engagement de procéder à des paiements partiels en versant la somme de 9 million et une échéance mensuelle de 7 million jusqu'à complet paiement ; malgré cela, celle-ci n'honorant pas ses engagements, une ordonnance d'injonction de payer n°024 du 05/04/2022 a été rendue sur requête de l'entreprise IHSAN pour le paiement du reliquat de la créance ; la société MANAL formait opposition de ladite ordonnance en soutenant que l'entreprise IHSAN n'ayant pas de personnalité juridique, il

appartenait à son promoteur Hassan Khatari Youssouf d'engager la procédure et le tribunal y a fait droit par jugement N°156 du 15/11/2022 ; aussi, celle-ci y interjeta appel pour l'empêcher de reprendre la procédure ; ladite décision fut confirmée en appel mais la société MANAL fut condamnée à une amende pour appel abusif et dilatoire ;

Il ajoutait, par ailleurs, que sur requête de Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN, une ordonnance n° 089 du 05/09/2023 faisait injonction à la société MANAL de payer ledit reliquat ; signification lui a été faite de ladite ordonnance le 07/09/2023 suivie de son opposition en date du 18/09/2023 ; mais il se trouve que ladite opposition avait été faite contre l'ordonnance N° 024 du 05/04/2022. Le registre n'ayant enregistré aucune opposition contre l'ordonnance n° 089 du 05/09/2023, une attestation lui a été délivrée à cet effet lui permettant d'apposer la formule exécutoire en vue d'une exécution forcée ;

Il soutient d'une part qu'il y a autorité de la chose jugée en vertu de l'article 139 du code de procédure civile en ce que l'ordonnance n°024 du 05/04/2022 a été rétractée par le jugement n°156 confirmé par l'arrêt n°63 et ne saurait faire l'objet d'une seconde opposition.

Il relève aussi qu'il n'y a aucune violation de l'article 8 de l'AUPSRVE pouvant conduire à la nullité de l'exploit de signification de l'ordonnance en cause car elle a été faite à la société MANAL à son siège et qu'il n'y a pas lieu à surseoir à statuer car la cour d'appel a déjà vidé sa saisine par arrêt n°63 du 20/11/2023 ;

Il estime d'autre part que le motif selon lequel Mr Hassan Khatari Youssouf bénéficiaire de l'ordonnance n'est pas un créancier car étant tiers à la convention du 04/10/2019 entre MANAL SARLU et IHSAN SARL pour solliciter la rétractation de ladite ordonnance ne peut prospérer ; en effet, l'entreprise IHSAN est une entreprise individuelle inscrit au RCCM au nom de son promoteur Mr Hassan Khatari Youssouf apparait sous la rubrique personne physique A et non pas à la rubrique B réservée aux sociétés ;

Elle réitère sa demande reconventionnelle d'un montant de 20 million en vertu des articles 15 et 392 du code de procédure civile à titre de frais irrépétibles et dommages et intérêts pour procédure abusive et vexatoire ;

A la barre du tribunal, les parties ont plaidé leur dossier ; Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN a réitéré ses prétentions antérieurement développées ;

La société MANAL soulevait in limine litis irrecevabilité de la requête tirée de l'autorité de la chose jugée car il existe une procédure d'injonction de payer entre société MANAL et l'entreprise IHSAN sarl et le contrat signé des parties permettra d'en faire la preuve ; elle sollicite le sursis à statuer car l'affaire est encore pendante pour y avoir intenté un pourvoi en cassation ;

Elle soulève aussi la nullité de l'exploit de signification pour avoir été servi au quartier nouveau marché au lieu du quartier Kouara Kano.

Elle estime que son opposition est recevable car malgré l'erreur matérielle qui s'est glissée dans la rédaction, la bonne ordonnance a été visée au fond et dans le dispositif ; ainsi, l'attestation de non opposition leur a été délivrée à tort ;

En réplique, Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN soutenait que la fin de non-recevoir soulevée par la société MANAL à cette étape de la procédure est irrecevable car elle a été formulée après le débats au fond; de plus, la procédure ne remplit la triple identité de partie, de cause et de demande pour parler d'autorité de la chose jugée ;

Il fait remarquer que les décisions sur la forme n'ont pas d'autorité de la chose jugée contrairement à celle qu'il a soulevé contre l'ordonnance de 2022 qui a été rétractée ;

DISCUSSION

EN LA FORME

Du caractère de la décision

Les deux parties ont été représentées à l'audience par leurs avocats respectifs, il sera statué par jugement contradictoire.

De l'échec de la tentative de conciliation

La conciliation tentée entre les parties conformément à l'article 12 de l'AUPSRVE n'a pas abouti ; il convient d'en constater l'échec ;

Du rejet du sursis à statuer

La société MANAL sollicite qu'il soit ordonné un sursis à statuer jusqu'à intervention de la décision en appel pour éviter la contrariété de décisions et pour l'administration d'une bonne justice.

Mr Hassan Khatari Youssouf s'oppose à cette demande en soutenant que la cour d'appel a vidé sa saisine et le pourvoi en cassation n'est pas suspensif dans tous les cas;

Il ressort des pièces du dossier que la cour d'appel a rendu un arrêt N°063 du 20/11/2023 qui confirmait le jugement N°156 du 15/11/2022 du tribunal de céans;

Aussi, la société MANAL ne prouve pas avoir intenté un pourvoi en cassation même si elle l'évoque à l'audience ;

Il y a lieu au regard de ce qui précède, rejeter la demande de sursis à statuer.

Du rejet des fins de non-recevoir

Mr Hassan Khatari Youssouf sollicite de déclarer irrecevable l'opposition de la société MANAL pour autorité de la chose jugée à l'égard de l'ordonnance aux fins d'injonction de payer N°024 indiquée par la société MANAL dans son opposition en date du 18/09/2023 ;

La société MANAL soutenait qu'il s'agissait d'une erreur matérielle qu'elle avait régularisé dans le fond du document et dans le dispositif pour laquelle Mr Hassan Khatari Youssouf recevait une attestation de non opposition à tort ;

Selon l'article 1351 du code civil l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même ; que la demande soit fondée sur la même cause ; que la demande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité.

Il en résulte que pour qu'il y ait chose jugée, il faut d'une part qu'il ait un jugement qui doit avoir tranché un litige au fond ; d'autre part, la réunion de trois éléments à savoir d'abord que la chose demandée soit la même, ensuite que la demande soit fondée sur la même cause et enfin que la demande soit entre les mêmes parties et formée par elles et contre elles en la même qualité ;

Selon la jurisprudence constante en la matière, le défaut d'un seul de ces trois éléments empêche la mise en œuvre de la chose jugée ;

Il ressort des pièces du dossier que la société MANAL a déjà formé opposition le 07/06/2022 contre l'ordonnance N°024 et a bénéficié d'ailleurs d'une décision favorable en la forme ayant conduit à la rétractation de ladite ordonnance par le jugement n°156 du tribunal de céans et confirmé en appel ;

Il est évident qu'après la reprise de la requête Mr Hassan Khatari Youssouf suivie de l'ordonnance 089 du 05/09/2023 signifiée le 07/09/2023 à la société MANAL que son opposition du 18/09/2023 est faite contre ladite ordonnance et non pas celle de 2022. Il s'agit en effet d'une erreur matérielle qui fut régularisée dans le fond et dans le dispositif de l'opposition.

Aussi, il convient de rejeter ce moyen

La société MANAL soulevait également l'autorité de la chose à la barre du tribunal avant tout débat au fond car il existe une procédure d'injonction de payer entre entreprise IHSAN SARL et elle qui reste encore pendante;

Mr Hassan Khatari Youssouf sollicite de déclarer irrecevable ladite demande car elle est soulevée après les conclusions au fond et de la rejeter car il n'y a pas de chose jugée dans une décision de forme ;

Aux termes de l'article **139 du code de procédure civile** : « **Constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande sans examen au fond, pour défaut du droit d'agir tels le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, l'expiration d'un délai préfix, la chose jugée** » ;

Les fins de non-recevoir peuvent **selon l'article 140** du même code être soulevées en tout état de cause.

Il faut cependant relever que la fin de non-recevoir peut être soulevée en tout état de cause et ne saurait être déclarée irrecevable de ce fait en application des articles 139 et 140 du code de procédure civile;

Ainsi, la rétractation de l'ordonnance n°024 pour vice de forme constitue une décision de forme pour laquelle il ne peut être invoqué la force de la chose jugée ;

Il y a lieu de rejeter les fins de non-recevoir tirées de la chose jugée soulevée par les deux parties comme étant non fondées.

De la recevabilité de l'opposition

l'opposition de la société MANAL SARLU, faite conformément aux prescriptions des articles 9, 10 et 12 de l'Acte uniforme sur les procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution (AUPSR/VE), sera déclarée recevable.

Du rejet l'exception de la nullité de la signification

La société MANAL sollicite de déclarer l'exploit de signification nul car la requête est rendue au profit d'une personne tierce, Mr Hassan Khatai Youssouf qui n'est pas partie à la convention du 04/10/2019 ; puis la signification a été fait à la société MANAL BTP SARL alors que la société MANAL et frères qui reçoit l'exploit est une société unipersonnelle différente et enfin il soutient que la signification a été fait au quartier Nouveau marché au lieu de Kouara Kano siège de la société en violation de l'article 8 de l'AUPSRVE ;

Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN sollicite de rejeter ladite exception comme étant non fondée car non seulement l'exploit a été servi en conformité audit article mais aussi au siège social indiqué de la société MANAL dans ses écrits au quartier nouveau marché;

Il faut relever que la société MANAL a indiqué que l'exploit violait les dispositions de l'article 8 de l'AUPSRVE sans en indiquer en quoi consistait cette violation ; elle se contente de citer le contenu dudit article et d'affirmer que tantôt la requête tantôt l'exploit a été signifié à des personnes qui ne sont ni débitrice ni créancière l'une de l'autre ; elle n'ignore cependant pas que Mr Hassan Khatari Youssouf est le promoteur de l'entreprise IHSAN ; étant une société Unipersonnelle comme révéler par son extrait du RCCM, elle se confond avec la personne de son promoteur selon la jurisprudence constante de la CCJA ;

De plus, la société MANAL, ayant suivi plusieurs modifications de dénomination de 2014 à 2020 selon l'extrait du RCCM versé au dossier, choisit à volonté le

qualificatif qui lui convient pour répondre aux différents actes à elle servi en fonction de ses intérêts ;

Il convient néanmoins de constater qu'ayant indiqué son siège social au quartier nouveau marché dans son acte d'opposition du 18/09/2023, la société MANAL est alors mal fondée à soutenir que son siège social se trouve ailleurs ;

Il y a lieu de rejeter l'exception de nullité de la signification comme étant non fondée ;

AU FOND

Sur la demande de recouvrement

La société MANAL sollicite la rétractation de l'ordonnance n°089 du 05/09/2023 rendue au nom d'une personne tierce qui n'est pas son créancier car elle a contracté avec l'entreprise IHSAN SARL ;

Mr Hassan Khatari Youssouf demande le rejet de cette prétention non fondée et la condamnation de la société MANAL au paiement du reliquat de sa créance ;

Il importe cependant de relever que l'entreprise IHSAN est la dénomination qui est inscrite au RCCM dans la catégorie A de personne physique; Mr Hassan Khatari Youssouf est le promoteur de l'entreprise IHSAN qui est une entreprise individuelle qui se confond avec son promoteur selon la jurisprudence ; ce qui signifie, qu'il n'y a pas de différence entre entreprise IHSAN qui est juste une dénomination et Mr Hassan Khatari Youssouf ;

De plus la Société MANAL n'avait jamais émis de contestations relativement à cette qualité dans tous les actes où son nom était clairement indiqué; elle ne prouve pas non plus la différence entre les deux entités ;

Même si elle a été dénommée entreprise IHSAN SARL dans la convention comme le soutient la société MANAL, il n'en demeure pas moins que le RCCM dont l'extrait est versé au dossier indique que IHSAN figure dans la catégorie A de personne physique ; ainsi, il ne saura lui opposer la question de la qualité ; il y a lieu rejeter ce moyen ;

Il ressort des pièces du dossier que courant année 2019, Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN s'engageait à fournir à la société MANAL BTP/H 2000 m3 de gravier sur son site de stockage situé à AGADEM dans un délai d'un mois à

raison de 90 000 FCFA par mètre cube pour une somme totale de 187 201 100 FCFA ; ayant rempli son obligation contractuelle, des versements partiels lui furent effectués par la société MANAL à hauteur de 127 729 300 FCFA avant de les suspendre sans motif ;

Par sommation en date du 16/02/2022, la société MANAL BTP/H a reconnu le reliquat de la créance qui s'élève à 59 471 800 FCFA avant de prendre l'engagement de procéder à des paiements par tranche ; elle versait alors la somme de 9 million et prenait un engagement pour une échéance mensuelle de 7 million jusqu'à complet paiement ;

Il résulte des articles **1^{er}, 8 et 14 de l'AUPSRVE** que le juge saisi de l'opposition à injonction de payer connaît de l'entièreté du litige et rend, en cas d'échec de la tentative de conciliation des parties, une décision qui se substitue à l'ordonnance d'injonction de payer, en examinant tous les aspects du litige et, sans méconnaître les caractères de certitude, de liquidité et d'exigibilité de la créance, peut arrêter le montant au regard des pièces et de textes applicables (**CCJA, 3^{ème} ch., Arrêt N°078/2019 du 14 mars 2019, Sté TELECEL Centrafrique C/ Sté PCCW GLOBAL LIMITED**) ;

Dès lors en l'espèce, cette créance, parce qu'elle remplit les critères de certitude, de liquidité et d'exigibilité, justifie de faire droit à la demande de recouvrement de Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN;

Par conséquent, au regard de ce qui précède, la société MANAL SARLU sera condamnée à payer à Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN la somme de 56.502.944 F CFA en principal, droits et frais;

Sur la demande des dommages et intérêts

Mr Hassan Khatari Youssouf sollicite du tribunal de condamner la société MANAL à titre reconventionnelle à lui verser la somme de 20 million en vertu des articles 15 et 392 du code de procédure civile à titre de frais irrépétibles et dommages et intérêts pour procédure abusive et vexatoire ;

Il résulte de l'article **1147 du Code civil**, que « **tout manquement contractuel ouvre droit à la réparation du dommage subi par le créancier, à moins que le**

débiteur ne justifie cette inexécution par une cause étrangère qui ne lui est pas imputable » ;

Aux termes de l'article 392 du code de procédure civile : « dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens.

Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation » ;

Aux termes de l'article 15 du code de procédure civile : « l'action malicieuse, vexatoire, dilatoire, ou qui n'est pas fondée sur des moyens sérieux, constitue une faute ouvrant droit à réparation. Il en est de même de la résistance abusive à une action bien fondée »

En l'espèce, la société MANAL, qui a reconnu la créance de Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN, et après s'être engagée à la payer dans des brefs délais, ne s'est pas exécutée, et n'a pas justifié sa défaillance par une cause étrangère ;

Il convient de constater à la lecture des pièces du dossier que celle-ci avait sans cesse initié des procédures dilatoires pour échapper au paiement qui s'impose à elle ;

Ainsi, le fait que Hassan Khatari Youssouf ait été obligé à recourir à une procédure judiciaire pour obtenir le paiement de son argent et d'avoir ainsi exposé des frais pour sa défense est constitutif d'un préjudice qui nécessite sans doute réparation ;

Il s'ensuit que la demande, en paiement de dommages-intérêts et de frais irrépétibles bien que fondée en son principe, est relativement élevée quant à son quantum ;

Le tribunal estime juste au regard des circonstances de la cause de lui allouer la somme de dix million (10.000.000) FCFA et le debouter du surplus ; il convient de condamner la société MANAL SARLU au paiement dudit montant à titre de frais irrépétibles et de dommages - intérêts au profit Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN.

Sur les dépens

Au sens de l'article 391 du Code de procédure civile, la partie qui succombe à une instance est condamnée aux dépens ; en l'espèce, la société MANAL SARLU, étant la partie qui a succombé, sera condamnée à supporter les dépens.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier ressort :

- **Constate l'échec de la tentative de conciliation;**
- **Rejette la demande sursis à statuer et les fins de non-recevoir tirées de la chose jugée;**
- **Reçoit la société MANAL SARLU en son opposition régulière en la forme;**
- **Rejette l'exception de nullité de l'exploit de signification ;**
- **Déclare l'action en recouvrement de Mr Hassan Khatari Youssouf promoteur de l'entreprise IHSAN fondée ;**
- **Condamne la société MANAL SARLU à lui payer la somme de 56.502.944 F CFA en principal, droits et frais;**
- **La condamne également à lui payer la somme de dix millions (10.000.000) F CFA à titre de frais irrépétibles et dommages - intérêts ;**
- **La condamne enfin aux dépens.**

Avis du droit d'appel : trente (30) jours à compter du prononcé au greffe du tribunal de céans soit par déclaration écrite ou verbale, soit par exploit d'huissier.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus.

En foi de quoi le présent jugement a été signé, après lecture, par la Présidente et le greffier.

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY LE 27/05/2024

LE GREFFIER EN CHEF